

NOTE

A MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

OBJET : Libérer et protéger. Un diptyque pour la rentrée ?

Le mot des Français pour la rentrée 2014 était « **débloquer** » : les réformes, l'économie, le chômage. 6 mois après le remaniement ils ne voyaient rien venir, commençaient à s'impatienter, pour certains à douter que le système fût encore réformable. D'où les envies de mesures radicales, et la défiance qui avait atteint un seuil historique, avant de progressivement se décrisper en fin d'année lorsque le système se remit en mouvement.

Quelle pourrait-être la rentrée 2015 ?

1. Le climat

- **L'année a été dense, les Français ont connu quelques émotions extrêmes** (peur, fierté, rejet). Mais la faible mémorisation de notre action dénote un **climat médiatique confus**, souvent saturé de débats secondaires ou éloignés de leurs préoccupations.
- **Les Français sont très méfiants face aux premiers signes de reprise**, et si le moral remonte, ils n'attribuent pas aux politiques les quelques « petits mieux ». A l'inverse, la certitude grandit que **l'on ne pourra s'en sortir que « par soi-même »**, sans (voire contre) les politiques qui ont révélé leur impuissance et se préoccupent surtout du maintien de leur place et de leurs privilèges.

D'où l'attrait du discours sur la levée des contraintes, la libération des énergies, la capacité de faire etc. Alors que certains vont commencer à apercevoir le bout du tunnel, peut-être voir leur situation s'améliorer, ceux qui se vivront comme « **les oubliés de la reprise** » verront sans doute **leur ressentiment croître** (pourquoi eux et pas nous ? qui est-ce qui nous met des bâtons dans les roues ?), source de **tensions**.

- Parallèlement, **la demande de protection** - sécuritaire, culturelle, identitaire - **est revenue en force**, et les angoisses d'un « **mode de vie** » **qui serait menacé de toute part** (laïcité, afflux d'immigrés sans moyens de les accueillir). Avec sa forme la plus extrême, le **terrorisme**, menace désormais **ancrée dans le réel, guerre qui se déploie chez nous**, portée par un adversaire tellement redoutable qu'il peut prendre le visage de nos propres enfants.
- Cette double angoisse **crispe plus que ce n'était le cas notre rapport au monde et à l'Europe** : on craint d'autant plus la mondialisation que l'Etat ne semble plus capable de nous protéger, on craint d'autant plus l'Europe qu'elle ne protège ni des afflux de migrants, ni de la concurrence déloyale (travailleurs détachés).

2. Dans ce contexte (et malgré les limites de l'exercice) quelles attentes anticiper de la rentrée ?

a) L'économie et le chômage devraient revenir très fortement.

Pendant plusieurs mois structurés par les attentats, les migrants, la Grèce, **l'attention des Français a été attirée ailleurs**. Mais si la « surveillance » de l'opinion sur notre action économique s'est un peu relâchée, ils ne demandaient pas que l'on lève le pied. **Revenant à leurs préoccupations quotidiennes et constatant que la baisse du chômage n'est toujours pas au rendez-vous, les Français nous demanderont ce que nous avons fait pendant ce temps-là, et pourquoi ça ne s'améliore pas.**

Or la **mémorisation des mesures pour l'emploi depuis le début de l'année est, à l'exception de la loi Macron, quasi-nulle**. Les messages sur la « reprise » en Europe, alors même que les Français n'y croient pas pour eux-mêmes, pourrait provoquer un **effet de contraste** : nos politiques sont-ils si impuissants ou incapables pour que la situation ne s'améliore pas en France alors que l'on voit la reprise partout ailleurs ? Si la croissance semble revenir mais qu'elle n'apporte toujours pas d'emplois, est-ce la faute d'un manque de décisions, ou de mesures inappropriées ?

Nous serons très certainement **attendus en premier sur de nouvelles réformes**, répondant à la demande de « **libération** », de « **faire** » **sans être empêchés mais plutôt encouragés** (innovation, soutien aux petits entrepreneurs, récompense du travail, valorisation de l'effort, fiscalité allégée, ...) ; tout en veillant à ce que cette « libération » **rende les équilibres sociaux plus justes et les opportunités plus égales** (il n'est pas question d'accepter d'engager une lutte de tous contre tous). Sur ce terrain :

- la poursuite des **réflexions sur le marché du travail** (rapport Combrexelle ?) pourrait résonner, dans un domaine où les Français sont assez convaincus qu'il reste des choses à déverrouiller ;
- de même que la **loi Macron 2** si elle peut prolonger le récit sur la libération des initiatives (que les Français ont commencé à entendre) avec une exigence de justice sociale ;
- le **reprofilage du Pacte** (qu'il faudra *surtout veiller à présenter au nom l'intérêt général - guidé par plus d'efficacité et de justice - et non par calculs ou gages politiques*) pourrait se déployer sur ces mêmes thèmes : moins de rentes, encourager les petits entrepreneurs, protéger les plus fragiles (« *moins pour les banques et la grande distribution, plus pour les PME et les bas salaires* » ?) ;
- il serait également utile de **reparler des mesures en faveur des TPE/PME**, dont le potentiel dans l'opinion est supérieur à la trace laissée (en faisant le SAV lors de l'entrée en application ? Parler du changement concret lorsqu'il se matérialise).

b) La demande de protection devrait être l'autre thème majeur, se déployant sur plusieurs terrains :

- **Sécurité et terrorisme**. Qu'il y ait ou non un nouvel attentat, les jugements sur notre action pour lutter contre le terrorisme vont probablement continuer à se dégrader lentement. Il faudra pourtant poursuivre sur notre lancée :
 - ne laisser **aucune nouvelle brèche s'ouvrir** (cf. la fermeture de mosquées jugées dangereuses) ;
 - continuer le **récit d'un combat de longue haleine**, que nous sommes sûrs de gagner si nous restons fidèles à nos principes ;
 - et certainement **poursuivre la communication sur les attentats déjoués**, qui semble rassurer et démontrer notre vigilance bien plus qu'elle n'est perçue comme politicienne ou angoissante.
- **Migrants**. Les attentes se focalisent sur l'Europe ; l'opinion peut comprendre qu'il n'y a pas de solutions faciles ni immédiates, mais les soupçons d'inaction ou de diversion guettent :
 - il serait utile de **rendre compte régulièrement de la manière dont les choses progressent**, et donner des **signes réguliers d'action** (mettre en scène des actions existantes d'aide au développement ? des destructions de bateaux de passeurs ?).
 - la **loi portant sur les droits des étrangers** sera à surveiller de près : elle peut répondre à l'attente d'humanisme d'une partie de la gauche, à condition de ne pas **s'enfermer dans un traitement médiatique doublement perdant** : la presse de gauche qui la juge trop dure, celle de droite qui agite le spectre d'une ouverture totale des frontières. Les éléments les plus consensuels pourraient être valorisés (par exemple le meilleur contrôle des fraudes).
- **Inquiétudes sur le vivre-ensemble** (émeutes, tensions intercommunautaires, respect de la laïcité...). La question de la place de la religion – et son corollaire, la montée des peurs et de l'intolérance – dans la société reste entière : toutes les réassurances possibles devront continuer à être données sur le respect de chacun, la **lutte sans relâche contre les haines et les discriminations**. Il conviendra également de continuer le récit entrepris sur la **place de l'Islam en France** (nouvelles consultations prévues ?).

- **Protection économique et des parcours de vie.** La demande gagne en intensité. On voit également apparaître un doute (à gauche notamment) : puisque les réformes engagées ne donnent pas de résultats, ne sont-elles pas simplement en train d'aggraver ma situation ou mon insécurité ? Il nous faudra prouver que d'une part les **réformes que l'on fait sont « justes »**, d'autre part **l'on remet des protections nouvelles et nécessaires** en même temps que l'on en enlève des anciennes.

- Sur ce terrain pourrait se développer la **sécurité sociale professionnelle** : les protections actuelles ne sont plus adaptées au monde de demain, nous tournons donc la page non pas en abandonnant nos principes, mais en créant les outils d'un système de sécurité social moderne et adapté aux réalités du 21^e siècle (nécessité de commencer à relayer le message en amont des 70 ans de la Sécu).

c) enfin dans un climat « *anti-politique* » qui ne cesse de croître, il faudra **toujours plus se méfier des interprétations politiciennes.**

Alors que les Français commencent à penser qu'ils pourraient se passer des politiques, impuissants (sauf à quelques rares occasions) et parfois même complices (augmentation de la fiscalité, nouvelles normes et règles qui semblent n'avoir d'autre but que d'empêcher ceux qui veulent s'en sortir), ces derniers sont **plus que jamais enjoints de prouver leur utilité.**

Or l'actualité politique (Frangy...), l'approche des régionales, la perspective de la primaire à droite, puis de la Présidentielle, pourrait **charger le climat médiatique de débats et de spéculations politiciennes** (alliances ? querelles de lignes et de personnes ? programmes ? etc.).

Il paraîtra ainsi particulièrement important de :

- **veiller à n'envoyer aucun signaux de surveillance particulière ou de préparation de ces échéances, au moins au niveau de la Présidence** (Matignon a un peu plus les mains libres, le parti et le groupe encore davantage), surtout si les médias cherchent à raconter des dissensions à gauche (régionales etc.) : les Français nous demanderaient pour qui nous travaillons : pour nous ou pour eux ?
- parvenir à **contourner le filtre du décryptage politicien pour parler de nos mesures** (attention à la communication sur les courriers concernant les baisses d'impôts ; ou au thème de la redistribution : plutôt une « juste répartition » de la croissance qui arrive grâce à la poursuite des efforts ?).

3. D'autres thèmes rythmeront certainement l'actualité, sans toutefois être au centre des préoccupations :

- **dans le domaine éducatif**, les mesures annoncées juste après les attentats avaient été saluées : renforcement des fondamentaux, de l'autorité, respect de la laïcité et apaisement des relations interreligieuses (crainte de guerres de religion, de conflits importés dans ce sanctuaire que doit être l'école). Les réformes initiées ont dérouté et parfois insécurisé, notamment à travers les contrevérités qui se sont bien installées dans l'opinion (collège, programmes). La promotion du numérique à l'école, si son potentiel est positif, peut aussi être source d'inquiétude pour les parents (perte de maîtrise du contenu et des rencontres auxquels leurs enfants pourraient être confrontés, etc).

La rentrée pourrait focaliser l'attention sur ces interrogations : il nous faudra avant tout **apaiser les craintes**, et communiquer **simplement sur ce qui change « en bien » pour nos enfants.**

- **l'Europe**, sous ses différents aspects.
 - **les suites du dossier grec** : il faudra poursuivre le récit et rendre des comptes (crainte de devoir *in fine* payer pour les grecs ; crainte que l'édifice ne s'effondre sur nous), et rendre concret le projet européen annoncé en permettant aux Français d'y trouver leur place (sans le résumer aux questions institutionnelles, peu compréhensibles par l'opinion).
 - à quoi s'ajouteront certainement le retour en premier plan de dossiers préoccupants pour les Français, en premier lieu les **travailleurs détachés** (saison des embauches sur les chantiers) ; et toujours les **migrations** (cf. supra).

Le discours-cadre pourrait porter moins sur les **outils** (convergence, gouvernement économique) que sur les **objectifs que nous voulons revivifier** (prosperité et excellence économique, liberté de circuler, protection de nos modes de vie etc.), et les **défaillances que nous cherchons à cette fin à corriger** (déficit démocratique, manque de discussions sur les équilibres économiques d'ensemble, faiblesse de certaines règles qui permettent la concurrence et le dumping fiscal et social, etc.).

- **l'environnement et la COP 21** : le sujet devrait monter régulièrement au fil des événements. Nous devons particulièrement **travailler l'identification du Président à ce sujet : pourquoi cette conversion écologique ?** Il reste dans l'opinion un doute sur sa sincérité : a-t-il pris conscience d'une urgence et de risques majeurs (mais alors pourquoi ne les explique-t-il pas plus clairement ?), ou est-ce comme on l'entend ici ou là par calcul politique (quête d'une victoire sur laquelle capitaliser, de gages envers les Verts...) ?
- **l'international**. Il s'est révélé bénéfique pour la stature et la crédibilité du Président, mais reste souvent vu comme un éloignement des vrais sujets (« *on ne s'occupe pas de nous* »). Nous pourrions chercher à l'orienter pour consolider la posture du Président « *protecteur* » face à un monde instable et menaçant.

4. Quel positionnement ?

Dans ce paysage ressort **une question qui pourrait être une des clés de la rentrée : quelle maîtrise de notre propre destin, individuel comme collectif ?** Quelles **prises** pour pouvoir relever la tête et se construire un parcours de vie, en comptant très peu sur des responsables politiques qui paraissent déconnectés ou trop occupés à défendre leurs propres intérêts ?

Si l'on devait sélectionner deux axes - il semble illusoire de vouloir passer de trop nombreux messages en l'état du climat médiatique - **ce pourrait être :**

- **le Président (et le gouvernement) libérateur** : libérateur des contraintes, des blocages économiques, des rigidités et des règles administratives, des taxes et des charges, des incertitudes, du passé pour regarder sereinement l'avenir.

Les Français pensent que **des solutions sont possibles et qu'un nouveau monde va naître, mais de leurs propres mains** : nous devons être ceux qui **facilitent leurs initiatives** au lieu d'essayer de le faire à leur place, ceux qui « permettent », « autorisent », « encouragent », créent les conditions pour que chacun puisse se prendre en main.

Ce peut-être la **clé d'entrée principale de notre discours sur les réformes** (économiques, territoriale, simplification), mais aussi sur les **baisses d'impôts** (à présenter comme un corollaires de la poursuite des économies budgétaires).

- **le Président (et le gouvernement) protecteur** : contre le risque terroriste qui peut frapper n'importe qui et n'importe où, contre l'insécurité, les incivilités, contre les attaques à notre mode de vie et aux règles de la République, et contre les discriminations, les tensions et les haines. Mais aussi protecteur contre les risques de la vie, la maladie, le chômage, la fluctuation des revenus et l'angoisse de ne pas pouvoir faire face à ses charges à venir, contre un avenir incertain où les métiers d'aujourd'hui auront peut-être disparu et nos qualifications seront devenues obsolètes.

Peuvent se ranger dans ce chapitre :

- presque tout le **régalien** : la lutte contre le terrorisme, le discours républicain intégrateur mais ferme sur le respect des règles communes, la combat contre toutes les discriminations ;
- ainsi que la **recherche d'égalité et l'exigence de justice** : la santé et le tiers-payant, la retenue à la source, la formation tout au long de la vie et la sécurité sociale professionnelle - autant de **sécurités nouvelles** qui permettent à ceux qui ont le moins de moyens de s'en sortir de se projeter dans l'avenir.

La plupart des mesures et des récits que nous pourrions proposer pouvant se déployer sur les deux tableaux.